

# Parti Révolutionnaire Communistes



Pour nous écrire : COMMUNISTES 99 BIS Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS

Bimestriel N°137 octobre 2020

Sommaire

Page1: Edito :Faisons tomber les masques

Page2: Combattre les attaques,...

Page3: Pas de pauses après covid ...

Page4: Souscription Nationale

Page4: Palestine, Liban un seul et même...

Page4: Jeunesse des raisons profondes...



[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Edito

## Faisons tomber les masques.

**Les gouvernements se suivent et se ressemblent, ils pratiquent tous la même politique, celle que les multinationales leur dictent.**

**Casse sociale:** salaires et pensions bloqués, allocations sociales, indemnités chômage, système de santé, Sécurité Sociale, retraite, destruction de l'hôpital public qui se poursuit au profit de la santé privée. Les pouvoirs en place, et cela ne date pas d'hier, veulent que toutes les dépenses sociales soient accaparées par les multinationales en privatisant toutes les activités dans ces domaines. Même chose pour les services publics, les collectivités territoriales soumis aux « lois du marché » autrement dit au capital.

**Casse économique:** toutes les industries font l'objet depuis des dizaines d'années de restructurations, délocalisations multiples, de fermetures de sites de production... que ce soit dans l'automobile, le ferroviaire, les transports aériens et maritimes... Que ce soit dans la grande distribution, l'agroalimentaire, la construction, la chimie, la pharmacie et toutes autres industries de production comme le textile et bien d'autres, les multinationales au nom de la compétitivité, de la rentabilité ont supprimé des millions d'emplois pour satisfaire leur soif de profits. A chaque fermeture d'entreprise, ils pleurent tous, gouvernement, partis politiques, mais aucun ne condamne et ne combat le capital responsable de cette politique. Ils sont même capables de crier à la « trahison » mais leurs « solutions » sont identiques : accompagner la casse, aider les multinationales à parvenir à leur fin en leur octroyant des masses d'argent considérables que le peuple devra payer, c'est déjà le cas aujourd'hui.

En même temps, les profits capitalistes explosent chaque année au même rythme que le chômage, la pauvreté, la précarité, conséquences directes de cette politique.

**Le capitalisme, la société actuelle, c'est ça !**

Les intérêts du peuple sont contraires aux intérêts du capital, c'est comme cela depuis la naissance du capitalisme et ça le restera tant qu'il domina la société.

Aujourd'hui comme hier, **les multinationales qui détiennent tous les pouvoirs ont besoin de trouver de nouvelles sources de profits.** Tout doit devenir marchandise, rentable, compétitif, et tout y passe... la moindre activité doit être profitable.

Pour y parvenir, le pouvoir a besoin de supprimer les obstacles qui s'y opposent.

Les libertés individuelles et collectives sont mises à mal, les libertés syndicales réduites. Des lois qui entravent les libertés sont votées car le capital a besoin d'aller de plus en plus vite.

Tous les prétextes sont bons pour justifier cette politique, les peurs, comme l'épidémie actuelle dont la gravité fit éclater au grand jour l'état de notre système de santé détruit au fil des années, le réchauffement climatique dont le capitalisme exploiteur des terres, des richesses et des peuples de la planète est responsable. Prétextes utilisés quotidiennement pour faire accepter toutes les décisions prises contre le peuple. Le seul sujet traité par tous les organes de propagande aujourd'hui est l'utilisation des masques, les risques de reprise de l'épidémie...pour faire oublier, détourner l'attention sur les mesures à venir et celles déjà prises.

900 000 suppressions d'emplois cette année, dans le même temps, des centaines de milliards sont distribués aux entreprises, la facture est présentée au peuple, les entreprises sont exonérées de toute responsabilité. L'État au service du capital joue son rôle à plein dans la mise en œuvre des décisions des multinationales.

**Comment faire ?**

**Comment s'en sortir ?**

Changer radicalement de société, utopie ou réalité ?

2.300 milliards de richesses produites chaque année par le travail des salariés détournés par le capital. La France a les

moyens de changer radicalement de politique. C'est ça la réalité.

Les partis politiques portent tous une responsabilité dans la mise en œuvre de la politique actuelle. Ceux qui sont au service du capital s'emploient à la développer. D'autres veulent l'aménager mais en ne touchant pas au capitalisme qui peut continuer à exploiter. Les syndicats sont tous d'accord pour demander des « contreparties » en échange des milliards distribués aux entreprises, comme si le capital était « partageur ».

**Notre Parti révolutionnaire mène la lutte quotidienne contre le capitalisme. Il met à jour et dénonce ses méfaits, il est dans les luttes. Il y a des luttes nombreuses, notre Parti appelle à les développer partout, pour stopper les attaques permanentes du capitalisme contre les travailleurs, le peuple, pour imposer des revendications, des conquêtes sociales**

L'engagement dans la lutte révolutionnaire est une impérieuse nécessité, c'est la seule issue pour s'en sortir. Cela demande du temps, de la conviction, de la détermination, mais c'est la seule et unique voie.

La question centrale, c'est la maîtrise de la société par le capital, unique responsable de la situation faite au peuple. Il n'y a donc pas d'autre solution que **l'engagement politique pour construire la lutte nécessaire pour lui prendre les moyens de production et d'échanges, les moyens financiers, le pouvoir politique, pour imposer un vrai changement de société.**

Notre parti existe pour cela, réunir toutes celles et ceux qui veulent s'en sortir en choisissant cette voie révolutionnaire. Plus nous serons nombreux, plus forts, et plus vite nous pourrons créer les conditions du changement fondamental.

Une seule issue : la lutte politique pour changer vraiment.

**Rejoignez-nous, faites-le maintenant.**

**Antonio Sanchez  
Secrétaire National**

**L'**épidémie se poursuit, **les personnels médicaux et hospitaliers, se sont à nouveau mobilisés pour lutter contre le manque de moyens et des conditions de travail dégradés.** Dès juillet Au **CHU de Toulouse**, 25 médecins urgentistes (sur un total de 90) démissionnaient : *Exercer ce métier difficile, dans des conditions épouvantables et indignes pour les patients : c'est non, nous quittons nos fonctions dans une institution où la seule de nos revendications, celle de la sécurité de nos patients, est traitée avec le plus grand mépris* ».

**Depuis le début septembre des luttes, des grèves, des débrayages se développent dans un nombre de plus en plus important d'hôpitaux:** **CHU de Dijon**, grève suivie à 100%, par le personnel infirmier des blocs opératoires, (augmentation de salaire, embauche de personnel, réouverture de lits), les personnels **HAD-APHP** (Hospitalisation à Domicile) ont, eux, appelé, eux à une grève illimitée pour obtenir des effectifs et une reconnaissance de leur qualification. **Centre Hospitalier d'Epinal**, depuis le 28-09, en grève contre des licenciements de personnels lors prévu lors du déménagement dans le nouvel hôpital. **Hôpital psychiatrique de Cadillac** (Gironde), piquet de grève contre le manque de personnel endémique sur l'UMD (unité pour maladies difficiles). **Centre Hospitalier de Beauvais** grève illimitée au service de réanimation depuis le 15 septembre. **Centre hospitalier de Saint Briec** les 26 médecins urgentistes après une grève de 28 jours ont obtenu l'ouverture d'une unité de 27 lits, entre 2 à 10 personnes dormaient aux urgences sur des brancards. **Hôpital Universitaire de la Timone** manifestation contre la suppression de 1000 postes et la fermeture de 400 lits à l'AP-HM (Assistance publique-Hôpital nord Marseille).

**À Nantes** la CGT du CHU a appelé, le 28 septembre à un débrayage et à un rassemblement au siège de la direction où se tenait une réunion du comité technique d'établissement (CTE). Une quinzaine d'agents, représentant l'ensemble des professions de l'hôpital, ont investi la réunion pour réclamer des moyens supplémentaires. La direction du CHU se félicite d'avoir bouclé l'année 2019 avec un excédent de 3,8 millions d'€, mais il n'y a pas d'argent pour rouvrir des lits, pour améliorer les conditions de travail, ni pour créer des emplois. Le manque d'effectif est évalué à 1400 postes. Les interventions des salariés rendent compte de la dégradation de l'hôpital public L'épuisement des personnels atteint un tel niveau que les arrêts de travail battent des

records : 244 251 jours, rapporté au nombre de personnel (9 648) c'est plus de 25 jours par salarié.

**Depuis** 4 mois rien n'a été fait, aucune des revendications qui étaient posées comme prioritaires pendant les deux ans de lutte du personnel hospitalier n'a été satisfaite. La modique augmentation de salaire accordée ne satisfait personne. L'exigence d'embauche massif d'effectifs statutaires, l'arrêt des fermetures de lits et au contraire d'en augmenter le nombre pour répondre aux besoins et la volonté de dispenser des soins de qualité, reste entière. Les revendications sont les mêmes, la résignation n'est pas à l'ordre du jour, la colère oui.

**Le 15 octobre** La CGT appelle à une journée nationale de grève et de mobilisation dans les secteurs de la Santé, du Médico-social et du Social, pour l'emploi - embauches immédiates- revalorisation des salaires, l'amélioration des conditions de travail. Défendre l'hôpital nous concerne tous, soyons nombreux et mobilisé

**Le** gouvernement Macron, B. Castex et O. Véran en tête, alertent sur la progression d'une « deuxième vague » de l'épidémie covid 19, font peser la menace d'un reconfinement, imposent de nouvelles mesures restrictives (limitation des horaires d'ouverture de commerces, restriction du nombre de participants dans les rassemblements, etc.). Pour améliorer la surveillance épidémiologique Castex annonce : « 2000 recrutements supplémentaires au sein de l'Assurance maladie et des Agences Régionales de Santé pour réaliser le traçage ».

**Il** est indispensable pour enrayer l'épidémie d'augmenter les capacités du service public de santé pour qu'il soit capable de soigner le flux habituel des patients et les malades atteints de la covid 19. Il faut augmenter de façon conséquente le nombre de lits de réanimation, la France n'en compte que 5000, mettre en œuvre un plan d'embauche et de formation, c'est-à-dire donner à l'hôpital les moyens de fonctionner.

**La France, 5<sup>ème</sup> puissance économique mondiale**, a les moyens de financer un service public hospitalier de qualité bénéficiant de tous les apports de l'avancée des sciences et des techniques, de former un personnel hospitalier, des médecins en nombre suffisant.

Dans un pays riche la part des dépenses de santé dans le PIB ne devrait qu'augmenter. C'est la pratique inverse qui a été imposée. Depuis 2017 avec les LFSS (loi de Finances de la Sécurité Sociale),

c'est 3,2milliards d'économie qui ont été réalisées sur les hôpitaux.

**Pour** réduire les dépenses publiques on ferme des lits, on supprime du personnel, variable d'ajustement pour maintenir l'équilibre financier de l'hôpital. Ce sont ces choix politiques qui sont responsables des difficultés à faire face à la crise sanitaire. Il y a eu plus de 32 000 décès en France.

**Seule** la lutte empêchera la privatisation rampante du système hospitalier (le 4<sup>ème</sup> pilier du Ségur de la santé), la France est le pays où la part du secteur privé d'hospitalisation est la plus puissante et l'attaque contre la Sécurité Sociale, dont le déficit atteint des « profondeurs abyssales » : 44 milliards d'€ de déficit, ce n'est même pas la moitié des 90 milliards d'€ de cadeaux d'exonération des cotisations sociales faites aux patrons des grandes entreprises capitalistes.

**Lors** de sa création en 1946, la Sécurité Sociale était financée par les cotisations sociales prélevées à part égale (50%) sur les salaires, 50% payés par les entreprises, c'est-à-dire sur les richesses produites par les salariés. Elle était administrée par les assurés qui élisaient son Conseil d'Administration, ou leurs représentants étaient majoritaires. C'est un acquis des luttes, il faut le défendre par la lutte.

**Le** système français de santé, avec la Sécurité Sociale est une conquête du peuple. Il faut développer la lutte de plus en plus forte et ample pour les stopper. Seule la lutte unie des salariés, de tous peut les stopper.

<input type="checkbox"/>	<b>Pour adhérer</b>
<input type="checkbox"/>	<b>Prendre contact</b>
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS	
E'mail : <a href="mailto:communistes2@wanadoo.fr">communistes2@wanadoo.fr</a>	

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code postal :
Tél perso :
E-mails :

Depuis que les USA ont ouvert la voie à l'annexion par l'état d'Israël d'une grande partie de la Cisjordanie et approuvé la colonisation en cours du territoire palestinien, avec le silence complice de toutes les puissances impérialistes de l'Union Européenne à la Russie en passant par la Chine, les *media* impérialistes développent l'idée que la cause palestinienne est définitivement enterrée. La plupart des états arabes, c'était déjà le cas avec l'Égypte et la Jordanie, c'est le cas depuis peu avec les Émirats Arabes Unis et le Bahreïn, ce sera le cas demain avec le Soudan et l'Arabie Saoudite se tournent vers Israël pour sceller, si ce n'est une alliance, en tout cas une reconnaissance mutuelle, abandonnant *de facto* le peuple palestinien à être une entité aux droits limités au sein d'un État sioniste qui se définit comme celui du « *peuple juif* ».

Toutes les alliances mésalliances qui se nouent et se dénouent dans la région entre les puissances impérialistes, dont la

France, et les puissances régionales : Turquie, Arabie Saoudite, Israël, Iran ne peuvent se lire que comme celles de la constitution de blocs impérialistes opposés plus ou moins homogènes qui **placent leurs intérêts, ceux de leurs monopoles, au dessus de toute autre considération.** La France qui a joué un rôle mineur dans les guerres impérialistes contre la Syrie et l'Irak et a été à l'origine de la guerre contre la Libye, dont elle est maintenant relativement absente, cherche un moyen de se réintroduire dans le processus du partage d'influence dans la région. La situation au Liban lui en a donné l'occasion et Macron l'a saisie. Contrairement à ce qu'affirme la diplomatie française qui voudrait nous faire croire à une aide désintéressée, il s'agit de maintenir hors d'eau un système politique dont la corruption est patente mais qui a le mérite de pouvoir être influencé et donc constitue un pion important dans le dispositif général des forces impérialistes. Cepen-

dant, malgré les pressions énormes exercées sur les peuples, ces derniers n'ont pas dit leur dernier mot. **En Palestine, la lutte continue contre l'occupation, elle pourrait prendre un tour nouveau quant à son contenu quand s'éloigne la possibilité de constitution d'un État palestinien.** En Israël, des forces, certes encore faibles, s'opposent à la colonisation et ont conscience que l'état de domination colonial n'est pas éternel. **Au Liban, de puissantes manifestations se sont déroulées contre la misère, la corruption, rejetant le système de partage du pouvoir par la bourgeoisie sur une base confessionnelle.**

Les communistes en Palestine, au Liban prennent part à ces luttes. Ils ont besoin de notre solidarité et elle leur est acquise mais le moyen le plus efficace d'aider les peuples à s'émanciper du joug colonial et impérialiste, de pouvoir décider souverainement de leur destin **c'est de dénoncer et de combattre notre propre impérialis-**

## **Jeunesse : des raisons profondes de lutter contre le capitalisme !**

Les effets des mesures prises en rapport avec la crise sanitaire affectent particulièrement la jeunesse. Déjà pendant le confinement de nombreux étudiants qui travaillent pour payer leurs études ont dû cesser leur activité, beaucoup d'entre eux se sont retrouvés sans ressource et **ont été obligé de frapper aux portes des associations d'aides.** C'est ce que signale le Secours Populaire.

La non scolarisation a pesé en premier lieu sur les enfants et adolescents

dont les familles sont déjà en difficultés matérielles pour cause de chômage et de mal logement. **Les ségrégations sociales déjà fortes ne font donc qu'empirer.** Les conditions de la rentrée scolaire et universitaire ne font qu'accentuer le phénomène puisqu'une partie des cours se fait maintenant par internet ce qui défavorise encore les jeunes issus de familles modestes.

Avec les charrettes de suppressions d'emplois, les centaines de milliers de jeunes qui arrivent sur le marché du

travail voient les possibilités d'embauche bloquées ou sont contraints d'accepter des postes de travail précaires et sous-payés.

Si le gouvernement arrose généreusement

le patronat d'exonérations fiscales et d'aides directes, celui-ci y voit une opportunité d'augmenter ses profits au détriment de l'emploi salarié. Dans le même temps, une partie de la jeunesse est stigmatisée, accusée de revenir à l'état sauvage.

C'est « *l'ensauvagement* » cher au ministre de l'intérieur Darmanin ! Du coup la matraque n'est pas loin contre ceux qui oseraient se révolter contre l'avenir injuste que leur concoctent les capitalistes. Et pourtant pour les arrêter, imposer l'arrêt des licenciements, imposer des embauches, il n'y a que la lutte qui puisse le faire.

Cette lutte unie doit rassembler la jeunesse, les salariés, les retraités. **Elle doit frapper fort et poser la question de : « quelle société de justice et de paix » nous voulons tous ensemble. La réponse à cette question passe par la lutte contre le capitalisme. C'est ce à quoi vous appelle notre parti. Vous y avez votre place : prenez là !**

### **SOUSCRIPTION NATIONALE**

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.*

**Nous savons que nous pouvons compter sur vous.**

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Tél perso : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

**Je verse la somme\* de:.....€**

Chèques\* libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes  
envoyer à :

Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

**Le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES**

*organise le*

**samedi 28 novembre à 14h00**

**au Maltais Rouge**

**40 rue de Malte 75011**

*(Paris métro République)*

**Une initiative sur le centième anniversaire  
de la constitution de l'Internationale  
Communiste et des Partis**

**Le 17 septembre a été marqué par un premier temps fort de lutte combative contre toutes les attaques de capital :** 800 000 emplois seront supprimés en 2020. 48.954 ruptures de contrats de travail sont envisagées dans le cadre de 326 PSE (plans sociaux), les Accords de Performance Collectifs (APC), déjà en vigueur, permettent, eux, de baisser les salaires et de licencier à moindre coût. L'économiste Patrick Artus directeur de la recherche et des études de Natixis et administrateur de Total confirmait la stratégie du capital dans le journal "les Echos": « *Il faut nous préparer à une phase de durcissement du capitalisme* »... « *Rien que pour la France j'estime que 1,5 millions de salariés pourraient être contraints de changer de secteur d'activité s'ils veulent garder un emploi* ».

## La liste des entreprises qui licencient s'allonge

**Le coronavirus est une aubaine pour les sociétés qui veulent restructurer, licencier, fermer :** Bridgestone, Renault, Air Bus, Total, BorgWarner, Hutchinson, le sous-traitant aéronautique AAA, le groupe vendéen Bénéteau, Alinéa, Auchan, MK Air, Boiron, la filiale française du groupe allemand TUI, Auchan, La général électric, Valeo, BorgWarner, Derichebourg et Latécoère aéronautique, Duralex, La Central de Gardane, Renault Trucks, Nokia ...la liste est longue... *vous trouverez les infos sur notre site dans la rubrique "actualité"*.

**A cela il faut ajouter les multinationales qui continuent à délocaliser** pour réduire les coûts, ils ont besoin de faire vite des profits maximum et de se placer dans la concurrence mondiale pour la conquête des marchés. Depuis 2008, plus de 2,5 millions d'emplois ont été supprimés en France.

**Le discours du gouvernement sur la relocalisation et la réindustrialisation c'est du pipeau tout montre que le gouvernement laisse faire le contraire.** Zodiac va en Tunisie - Une usine de tracteurs à St Dizier ( Hte Marne part en Chine. Général Electric restructure vers la Turquie. Rosière dans le Cher arrête la fabrication de cuisinières en France, pour la Turquie...

## Il y a des luttes partout dans ces entreprises,

**La riposte s'impose, la lutte partout, de plus en plus forte, tous ensemble. Contre la politique du gouvernement et du patronat. Seule la lutte peut mettre**

**un coup d'arrêt à cette politique,** une lutte de plus en plus large, des travailleurs, de la jeunesse, des retraités est indispensable. Notre Parti Révolutionnaire Communistes soutient toutes les luttes en cours.

**Quand Macron, aux ordres, nous dit qu'il n'y a « pas d'argent magique », on comprend qu'en fait, il n'y en a que pour ceux que le gouvernement défend depuis le début : LE CAPITAL.**

\*Une politique qui répond au seul et unique critère du capitalisme: les profits des plus grandes entreprises !

\*Une politique qui fait exploser les dividendes et les profits pour les plus gros capitalistes, avec de nouveaux records chaque année: 60 milliards en 2019 !

**Ils en veulent toujours plus, le gouvernement actuel comme ses prédécesseurs est à leur service.** Il applique les décisions des multinationales. Le patron du MEDEF déclare dans les échos du 29 septembre : « *tout ce qu'on essaie de faire collectivement depuis quelques années, c'est de réduire le coût du travail* ».

**On le voit avec le budget 2021 et le plan de relance de 100 milliards d'euros, il offre des dizaines de milliards d'euros supplémentaires, pour restructurer, relancer les profits, ces milliards s'ajoutent aux 461 milliards déjà injectés depuis le début de la crise du coronavirus, cela représente près de 6900 euros par habitant. Le pouvoir leur file des milliards et ils se servent de la situation pour licencier des milliers de salariés. Rien pour améliorer le système hospitalier public, rien pour les personnels..**

**Le patron du MEDEF déclare : « Je reste capitaliste. Celui qui met l'argent, in fine, doit décider. Le capitaliste attend un retour ».** Voilà bien résumé, c'est ça le capitalisme ! Le gouvernement et tous les politiques en place servent les objectifs du capitalisme, leurs promesses la main sur le cœur sont un piège face à une multinationale qui tient à rappeler que c'est elle qui commande. **Aucun parti politique ne conteste le capitalisme ;** les uns sont à son service pour imposer ses objectifs au peuple, les autres critiquent la politique de Macron, ils veulent améliorer le capitalisme, le rendre plus vivable mais ils lui laissent les mains libres pour continuer à exploiter le peuple. Ils anesthésient toute idée de changement possible. **Le capitalisme ne se réforme pas, son objectif permanent est le profit maximum par tous les moyens, on ne peut pas l'aménager. Il faut le combattre et changer de société.**

La situation que nous vivons montre que l'opposition capital-travail est irréductible.

## Nous avons tous le même ennemi, le capitalisme et ceux qui sont à son service.

**Il faut faire grandir la lutte partout, ensemble pour stopper Macron et imposer nos revendications.**

Les luttes sociales, les mouvements inter-professionnels sont incontournables, décisifs mais pour changer de politique, il faut s'engager dans la lutte politique contre le capitalisme, une lutte qui consiste à arracher le pouvoir aux multinationales, le confier au peuple.

**Le capitalisme est dangereux. Dangereux pour les travailleurs, le peuple, dangereux pour l'économie, dangereux pour l'avenir de la planète dont il est le plus grand pollueur.**

**Il faut mener cette lutte politique contre le capitalisme avec persévérance, jusqu'à l'abolir.**

## La question de la maîtrise des moyens de production est centrale

**Dans ce combat politique, la question de la maîtrise des moyens de production est donc centrale, rien ne sera jamais réglé tant que le capital aura la main sur l'industrie, les finances...**

**Il faut mener la lutte politique contre le capitalisme avec persévérance, jusqu'à l'abolir, s'emparer des moyens de production et d'échange, des moyens financiers, du pouvoir politique, pour développer une grande politique économique et sociale au service du peuple, de sa jeunesse. La France a de grands moyens. Chaque année le travail des salariés produit 2.500 milliards pour la richesse nationale. La France a des moyens économiques, scientifiques, médicaux, techniques, culturels. Ils sont détournés par le capitalisme.**

**L'alternative est là, incontournable. Il faut instaurer et construire une nouvelle société, socialiste, maîtrisée et dirigée par le peuple et ses représentants. C'est le chemin qu'a pris notre parti, prenez le avec nous.**

Suivre l'actualité sur notre site  
[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Communistes  
commission paritaire : N° 0123 P 11306  
directeur de publication : Georges MARCHAND  
239 rue du Dr Garnier 14220 HEROUVILLE  
E' mail : communistes2@wanadoo.fr  
- imprimé par nos soins-